

Nouvelles locales du mercredi 20 janvier 2016

@rib News, 20/01/2016 ĩ SĂ©curitĂ© - Des explosions et tirs dans le sud de la capitale se sont fait entendre Ă 20h50 dans le quartier de Kajiji en zone urbaine de Kanyosha ce mercredi. Les habitants affirment que les explosions ont ĂtĂ© si fortes qu'Ă©tĂ© ils ont pensĂ© Ă leur fin. Quelques minutes plus tard, des tirs ont retenti Ă la 2e avenue de Musaga comme o indiquĂ© des sources locales.

- Une tension est perceptible au LycĂ©e communal de Ruhinga en commune de MugambaĂ de la province de Bururi. En effet, les Ă©lĂ©ves ont rĂ©sistĂ© Ă l'arrestation de leur directeur Jean Bosco Nkurikiye et la police est allĂ©e chercher des renforts tout en embarquant un jeune homme qui habite les environs du lycĂ©e. Une source Ă Mugamba indique que la situation peut Ă tout moment dĂ©gĂ©nĂ©rer. - Le recensement menĂ© au sein des forces de dĂ©fense et de sĂ©curitĂ© au pour objectif de fausser les proportions ethniques dans ces corps. D'aprĂ©s des informations concordantes, le SĂ©nat s'apprĂ©terait Ă sortir un rapport concluant sur le surnombre des militaires d'ethnie tutsi, contrairement Ă ce que prĂ©voit l'Accord d'Arusha et ainsi pouvoir intégrer dans ce corps les jeunes Imbonerakure du CNDD-FDD. Selon des sources proches de l'Etat-major de l'armĂ©e, le recensement commanditĂ© par le SĂ©nat Burundais cacherait des visĂ©es a s'assurer de l'Ă©quilibre ethnique au sein des corps de dĂ©fense et de sĂ©curitĂ© tels que prescrit par l'Accord. Ces sources rĂ©vĂ©lent que des militaires ont ĂtĂ© ordonnĂ©s de Ă dĂ©cliner une ethnie qui n'est pas la leurĂ. De nombreux militaires n'auraient pas complĂ©tĂ©s d'Ă©tĂ© eux mĂ©me les fiches de renseignement, un travail qui aurait ĂtĂ© confiĂ© aux membres de la commission du SĂ©nat qui se chargeait du recensement. D'aprĂ©s les mĂ©mes informations, les fiches des militaires d'ethnie hutu issus des anciennes Forces ArmĂ©es Burundaises (ex-FAB) mentionnent qu'Ă©tĂ© ils sont d'ethnie tutsi. Certains militaires estiment que ce recensement n'avait pas de raison d'Ă©tĂ© car l'armĂ©e et la police disposent de fichiers de service chargĂ©s de l'administration et du personnel rattachĂ© Ă l'Etat-major oĂ¹ toutes ces donnĂ©es sur les origines ethniques de chaque militaire sont reprises. Cette crainte est renforcĂ©e par les rĂ©cents propos du Major Ntamarerero issu de la rĂ©bellion du CNDD-FDD qui prĂ©conise Ă la destruction de toutes les maisons des quartiers dits contestataires du troisiĂ©me mandat pour rĂ©tablir la sĂ©curitĂ© Ă. Les militaires en colĂ©re demandent Ă la communautĂ© internationale de suivre de prĂ©s les activitĂ©s du prĂ©sident du SĂ©nat RĂ©vĂ©rien Ndikuriyo, des activitĂ©s qui risquent de crĂ©er un chaos et approfondir davantage la crise en cours.